

# CAISSES LOCALES AFFILIÉES À LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'AQUITAINE

**Sociétés coopératives à capital variable  
régies notamment par les articles L. 511-1 et suivants et L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier  
ainsi que par la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération**

Siège social de la Caisse Régionale : 304, Boulevard du Président Wilson – 33076 BORDEAUX CEDEX  
434 651 246 RCS BORDEAUX

Offre au public de parts sociales  
par les Caisses locales affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine  
d'une valeur nominale unitaire de 15 €  
pour un montant prévu d'émission d'environ 6,3 millions d'euros

Ce prospectus se compose :

- du résumé,
- du présent document,
- des documents incorporés par référence.

Ce prospectus qui a une période de validité de 12 mois à compter de l'obtention du visa, incorpore par référence :

- le document de référence relatif à Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 16 mars 2016 sous le numéro D.16-0148, ses actualisations déposées les 1<sup>er</sup> avril 2016 sous le numéro D.16-0148-A01 et 12 mai 2016 sous le numéro D.16-0148-A02,
- le communiqué de presse publié par Crédit Agricole S.A. le 17 février 2016,
- les différents documents suivants, relatifs aux exercices 2014 et 2015, publiés sur le site Internet de la Caisse Régionale et déposés auprès de l'Autorité des Marchés Financiers :
  - le rapport financier annuel de la Caisse Régionale,
  - le rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées,
  - le document regroupant les fiches relatives aux Caisses Locales.



En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, de ses articles 211-1 à 216-1 et, notamment 212-38-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 16-363 en date du 29/07/2016 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1 du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, au siège social de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

Le présent prospectus est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) et sur le site Internet de la Caisse Régionale d'Aquitaine : [www.ca-aquitaine.fr](http://www.ca-aquitaine.fr)

L'émetteur recommande à l'investisseur de lire attentivement le chapitre "Facteurs de risques" avant de prendre sa décision d'investissement.

## SOMMAIRE DU PROSPECTUS

<b>RÉSUMÉ DU PROSPECTUS</b> .....	<b>4</b>
<b>ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION</b> .....	<b>8</b>

### PREMIÈRE PARTIE

#### RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ÉMISSION DE PARTS SOCIALES PAR LES CAISSES LOCALES AFFILIEES A LA CAISSE REGIONALE

<b>1. CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉMISSION</b> .....	<b>11</b>
1.1 Cadre de l'émission .....	11
1.2 Désignation des personnes physiques ou morales pouvant souscrire des parts sociales des Caisses Locales.....	11
1.3 Prix et montant de souscription .....	11
1.4 Droit préférentiel de souscription et dilution .....	11
1.5 Période de souscription.....	11
1.6 Modalités et délais de délivrance des parts sociales.....	11
1.7 Garantie de bonne fin .....	11
1.8 But des émissions.....	12
1.9 Montants levés au cours de l'année 2015.....	12
1.10 Établissement domiciliaire .....	12
<b>2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LES PARTS SOCIALES ÉMISES</b> .....	<b>12</b>
2.1 Forme des parts sociales .....	12
2.2 Fonds de garantie.....	12
2.3 Droits politiques et financiers.....	12
2.4 Négociabilité - Liquidité : remboursement et cessibilité des parts sociales .....	13
2.5 Facteurs de risques.....	14
2.6 Frais .....	15
2.7 Régime fiscal des parts sociales pour les personnes physiques (résidents français).....	14
2.8 Régime fiscal des parts sociales pour les personnes physiques (résidents étrangers).....	15
2.9 Tribunaux compétents en cas de litige .....	16
<b>3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX RELATIFS AU STATUT DES CAISSES LOCALES ÉMETTRICES</b> .....	<b>16</b>
3.1. FORME JURIDIQUE .....	16
3.2. OBJET SOCIAL .....	17
3.3. EXERCICE SOCIAL .....	17
3.4. DURÉE .....	17
3.5. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES CAISSES LOCALES .....	17
3.5.1 Entrée dans le sociétariat .....	17
3.5.2 Droits des sociétaires .....	17
3.5.3 Responsabilité des sociétaires.....	17
3.5.4 Sortie du sociétariat .....	18
3.6. DESCRIPTION GÉNÉRALE DES RELATIONS ENTRE LA CAISSE RÉGIONALE ET LES CAISSES LOCALES QUI LUI SONT AFFILIÉES .....	19
3.6.1 Les relations de capital .....	19
3.6.2 La répartition des responsabilités en matière d'activité bancaire.....	19
3.6.3 Les relations financières .....	19
3.6.4 Les relations de solidarité.....	20

3.6.5 Les relations de contrôle .....	20
3.7 RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES RELATIFS À CHAQUE ENTITÉ LOCALE ÉMETTRICE .....	21

**DEUXIÈME PARTIE**  
**RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CAISSE RÉGIONAL**  
**DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'AQUITAINE**

1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES.....	26
2. CHIFFRES CLÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE .....	26
3. FACTEURS DE RISQUE .....	27
4. COMPOSITION DES ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE .....	27
5. CONFLITS D'INTERET .....	27
6. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA CAISSE RÉGIONALE.....	27
7. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES.....	28
8. RELATIONS FINANCIÈRES, DE SOLIDARITÉ ET DE CONTRÔLE AVEC LE GROUPE CREDIT AGRICOLE.....	28
9. PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGES SIGNIFICATIVES EN COURS .....	28
10. PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE.....	28
11. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	28

**TROISIÈME PARTIE**  
**RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE**  
**ET AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.**

## RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus. Toute décision d'investir dans des parts sociales doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus. Les personnes responsables du présent résumé n'engagent leur responsabilité que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus.

**Dans le prospectus, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est désignée individuellement la "Caisse Régionale".**

**Dans le prospectus, les Caisses locales (dont la liste figure au 3.7 du chapitre 1 du prospectus) affiliées à la Caisse Régionale sont collectivement dénommées les "Caisses Locales" et individuellement dénommée "la Caisse Locale".**

### PRÉSENTATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le Crédit Agricole est un groupe uni et décentralisé, dont la structure pyramidale est fondée sur un socle mutualiste.

Le Crédit Agricole s'est constitué au fil de son histoire, comme un réseau décentralisé de sociétés coopératives de crédit, locales et régionales, dont l'unité et la cohérence sont assurées :

- a. sur le plan politique, par la Fédération Nationale du Crédit Agricole, association regroupant l'ensemble des Caisses Régionales et,
- b. sur le plan prudentiel, de la liquidité et de la solvabilité, du contrôle des risques, par Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central du groupe.

Au terme de cette évolution historique, le réseau du Crédit Agricole est organisé autour d'une structure, établie sur la base des trois degrés décrits ci-après :

- a. **Les Caisses Locales**, coopératives de premier niveau, qui constituent le socle de l'organisation du Crédit Agricole et regroupent les sociétaires sur la base d'un critère géographique, ont notamment pour mission de représenter les sociétaires dans les organes sociaux de la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées ;
- b. **Les Caisses Régionales**, coopératives de deuxième niveau, agréées en qualité d'établissements de crédit, sont les entités qui exercent l'activité bancaire et détiennent les agences. Leur capital est détenu par les Caisses Locales affiliées et par Crédit Agricole S.A. à hauteur d'environ 25% (qui lui confère une voix en assemblée générale). Les Caisses Régionales ont créé, en 1947, la Fédération Nationale du Crédit Agricole, association sans but lucratif, qui constitue une instance de représentation, d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses Régionales ;

Selon les termes du communiqué de presse publié par Crédit Agricole S.A. le 17 février 2016, les participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales sous forme de Certificats Coopératifs d'Investissements (CCI) et Certificats Coopératifs d'Associés (CCA) seront transférées à une société intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation.

- c. **Crédit Agricole S.A.**, organe central du groupe. Véhicule coté, constitué sous forme de société anonyme par actions, son capital est détenu majoritairement par les Caisses Régionales au travers de la SAS Rue La Boétie, le solde étant réparti entre investisseurs institutionnels et actionnaires individuels.

## **1. CADRE DE L'ÉMISSION**

Conformément aux dispositions légales et statutaires de la Caisse régionale d'Aquitaine, le capital social peut être augmenté par adjonction de nouveaux membres ou de la souscription de nouvelles parts sociales effectuée par les sociétaires, à l'échelon de ses Caisses locales.

Toutes les Caisses Locales affiliées à la Caisse Régionale ont participé et participent aux émissions.

## **2. BUT DES ÉMISSIONS**

L'offre au public de parts sociales émises par les Caisses Locales affiliées à la Caisse Régionale s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients. Cette démarche contribue en outre à assurer la pérennité du capital social des Caisses Locales et, par conséquent, des fonds propres de base de la Caisse Régionale.

La mise en œuvre de ce projet aura subsidiairement pour conséquence la collecte de fonds auprès des sociétaires. Ces fonds sont destinés à être placés auprès de la Caisse Régionale.

En contrepartie de ces apports de fonds, chaque Caisse Locale recevra une rémunération versée par la Caisse Régionale. Cette rémunération servira aux Caisses Locales à rémunérer les parts sociales qu'elles auront émises auprès de leurs sociétaires.

## **3. FORME DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse Locale constatant le nombre de parts souscrites.

Les parts sociales de banques coopératives sont des parts de capital social conformément aux dispositions de l'article L. 512-1 du Code monétaire et financier, représentatives d'une quote-part du capital de la Caisse Locale.

Toutes les parts sociales émises par les établissements mutualistes sont incluses dans les fonds propres de base desdits établissements conformément aux dispositions réglementaires applicables<sup>1</sup>.

Les parts sociales ont actuellement une valeur nominale de 15 €, entièrement libérées lors de la souscription, conformément aux statuts.

## **4. PRIX ET PÉRIODE DE SOUSCRIPTION**

### **4.1. Prix de souscription**

Le prix de souscription de chaque part sociale de Caisse Locale est fixé à 15 €, correspondant à sa valeur nominale.

### **4.2 Montant de souscription<sup>2</sup>**

Chaque souscripteur aura la faculté de souscrire une part sociale au minimum, soit 15 €.

<sup>1</sup> Cf. notamment l'article 27 du règlement (UE) n°575/2013 du 26 juin 2013.

<sup>2</sup> Le montant de souscription est à titre indicatif compte tenu de la variabilité du capital

Il est envisagé une émission de l'ordre de 6,3 millions d'euros par an, représentant environ 420 000 parts sociales, sur la base d'une hypothèse de 30 000 sociétaires agréés par an, pour une souscription moyenne de 210 €.

Le plafond de détention par sociétaire ne pourra dépasser 1 000 parts sociales au maximum, soit 15 000 €.

#### **4.3 Période de souscription**

La période de souscription des parts sociales est de 12 mois à compter de la date d'obtention du visa délivré par l'Autorité des Marchés Financiers.

### **5. DROITS POLITIQUES ET FINANCIERS**

La détention de parts sociales donne le droit de participer à l'assemblée générale et d'être élu administrateur de la Caisse Locale et à un intérêt annuel aux parts prélevé sur le résultat distribuable et fixé par l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes du dernier exercice social.

### **6. NÉGOCIABILITÉ – LIQUIDITÉ : REMBOURSEMENT ET CESSIBILITÉ DES PARTS SOCIALES**

En raison de la variabilité du capital, les parts sociales peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement de la part de leur titulaire. Les conditions dans lesquelles le remboursement des parts sociales est effectué sont définies ainsi :

- Le remboursement, en cas de démission ou de décès, sera opéré sur proposition du Conseil d'Administration et devra être approuvé par l'Assemblée Générale suivante ;
- Le versement effectif de la somme due ne pourra être différé au-delà du délai de cinq ans à compter de la sortie du sociétaire ;

En cas de décès d'un sociétaire, les héritiers désignent l'un d'entre eux pour les représenter, qui devra être agréé en cette qualité par le Conseil d'Administration.

Les parts sociales sont également cessibles avec l'agrément du Conseil d'Administration. Le cessionnaire doit être l'une des personnes physiques ou morales susceptibles d'adhérer à une Caisse Locale de Crédit Agricole.

La Caisse Locale, pour toutes les obligations de ses sociétaires vis-à-vis d'elle, a un privilège sur les parts du capital social qu'ils possèdent.

### **7. FACTEURS DE RISQUES**

#### **7.1 Risque en capital**

Les parts sociales, titres de capital et instrument de fonds propres de base, ont vocation à supporter les pertes encourues par les Caisses Locales émettrices. En conséquence, le remboursement des parts sociales du sociétaire sortant sera, le cas échéant, réduit à due concurrence de la contribution du sociétaire aux pertes inscrites au bilan.

## **7.2 Risque de liquidité**

Les parts sociales ne font pas l'objet d'une admission sur un marché réglementé.

Tout remboursement de part sociale étant soumis à autorisation du Conseil d'administration de la Caisse Locale, et leur cession étant soumise à l'agrément préalable du cessionnaire par le Conseil d'administration, aucune assurance ne peut être donnée quant à leur liquidité.

## **7.3 Remboursement**

Le remboursement s'effectue sur la base de la valeur nominale, augmenté des intérêts échus. Il est subordonné à l'autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale émettrice et ne pourra être différé au-delà du délai de cinq ans à compter de la sortie du sociétaire, date à laquelle la responsabilité du sociétaire ne peut être engagée (article L.512-26 du Code monétaire et financier).

Conformément à l'article 77 du règlement européen N° 575/2013 du 26 juin 2013 et à l'article 32 du règlement délégué de la Commission européenne N° 241/2014 du 7 janvier 2014, relatifs aux fonds propres des établissements de crédit, la Banque Centrale Européenne peut autoriser à l'avance des opérations de remboursement d'instruments de fonds propres de catégorie 1 émis par des sociétés coopératives, pour un montant prédéterminé pouvant atteindre 2 % des fonds propres de base de catégorie 1 (déduction faite du montant de la souscription de nouveaux instruments de fonds propres de catégorie 1) pendant une période maximale d'un an.

Enfin, le remboursement des parts sociales est subordonné au respect des normes relatives au capital minimum des établissements de crédit et à sa représentation ainsi que de la règle prévue à l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947, portant statut de la coopération, restreignant les possibilités de réduction de capital par reprise des apports des sociétaires sortants.

## **7.4 Rémunération**

Les parts sociales ne confèrent pas à leur titulaire un droit sur l'actif net. La rémunération s'effectue en fonction des résultats de la Caisse Locale, et sous réserve d'une décision de distribution de l'Assemblée Générale, les parts sociales sont rémunérées par un intérêt dont le taux est fixé chaque année par l'Assemblée Générale de la Caisse Locale, dans la limite d'un plafond, au plus, égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées "TMO", fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (plafonnement des gains). Depuis le 8 février 2016, la période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale. Il n'y a donc pas de garantie formelle de rémunération.

## **7.5 Rang de subordination**

En cas de liquidation d'une Caisse Locale, les liquidateurs seront chargés de réaliser l'actif, d'effectuer le paiement des dettes sociales, et, en dernier lieu, de rembourser éventuellement le capital social.

Dans ce cas, l'assemblée générale extraordinaire de la Caisse Locale décidera de l'affectation de l'actif net subsistant (après extinction du passif et remboursement du capital effectivement versé) à une œuvre d'intérêt agricole (en pratique, une autre Caisse Locale).

## **8. FONDS DE GARANTIE**

Les parts sociales ne sont éligibles ni au mécanisme de garantie des titres prévu à l'article L.322-1 du Code monétaire et financier, ni au mécanisme de la garantie des déposants prévu à l'article L.312-4 du même code car elles ne constituent pas des fonds remboursables.

## 9. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Les documents juridiques et sociaux relatifs à la Caisse Régionale devant être mis à disposition du public, conformément à la réglementation applicable, peuvent être consultés, soit au siège social de la Caisse Régionale, soit à son siège administratif.

## 10. CHIFFRES CLÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE

*Comptes consolidés*

BILAN (en milliers d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014	Évol. 15/14 %
Total bilan	19 795 611	18 786 327	5,37%
Fonds propres	2 928 656	2 779 978	5,35%
Capital souscrit	151 239	147 251	2,71%

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014	Évol. 15/14 %
Produit net bancaire	557 563	562 003	-0,79%
Résultat brut d'exploitation	257 503	272 177	-5,39%
Coefficient d'exploitation	53,80%	51,60%	4,26%

	31/12/2015	31/12/2014	Évol. 15/14 %
Résultat courant avant impôt	229 122	218 248	4,98%
Impôts sur les bénéfices	-76 751	-70 307	9,17%
Résultat net	152 371	147 941	2,99%



## ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION

### Responsable de l'information relative à la Caisse Régionale

- M. Jack BOUIN, Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine,

### Attestation du Responsable

Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Bordeaux,

Le 28/07/2016

Le Directeur Général

Jack BOUIN

**PREMIÈRE PARTIE**

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS**

**À L'ÉMISSION DE PARTS SOCIALES**

**PAR LES CAISSES LOCALES AFFILIÉES À LA CAISSE RÉGIONALE**

## **1. CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉMISSION**

### **1.1 Cadre de l'émission**

Conformément aux dispositions légales et statutaires de la Caisse Régionale Atlantique-Vendée, le capital social peut être augmenté par adjonction de nouveaux membres ou de la souscription de nouvelles parts sociales effectuée par les sociétaires à l'échelon de ses Caisses Locales.

Toutes les Caisses Locales affiliées à la Caisse Régionale ont participé et participent aux émissions.

### **1.2 Désignation des personnes physiques ou morales pouvant souscrire des parts sociales des Caisses Locales**

La Caisse Locale peut admettre comme sociétaires les personnes physiques ou morales visées aux articles L.512-22 et R.512-2 à R.512-4 du Code monétaire et financier et celles avec qui elle ou la Caisse régionale à laquelle elle est affiliée, a effectué une des opérations mentionnées aux articles L.311-1, L.311-2, L.511-2 et L.511-3 du Code monétaire et financier.

### **1.3 Prix et montant de souscription**

Le prix de souscription de chaque part sociale de Caisse Locale est fixé à 15 €, correspondant à sa valeur nominale.

Chaque souscripteur aura la faculté de souscrire au minimum 1 part sociale (soit 15 €).

Il est envisagé une émission de l'ordre de 6,3 millions d'euros par an, représentant environ 420 000 parts sociales, sur la base d'une hypothèse de 30 000 sociétaires agréés par an, pour une souscription moyenne de 210 €.

Le plafond de détention par sociétaire ne pourra dépasser 1 000 parts sociales au maximum, soit 15 000 €.

Les parts sociales devront être entièrement libérées lors de la souscription.

### **1.4 Droit préférentiel de souscription et dilution**

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription en raison de la variabilité du capital des Caisses Locales et de l'absence de droits des sociétaires sur leurs réserves. La présente émission n'entraîne ainsi aucune dilution des sociétaires actuels.

### **1.5 Période de souscription**

La période de souscription des parts sociales est de 12 mois à compter de la date d'obtention du visa délivré par l'Autorité des Marchés Financiers.

### **1.6 Modalités et délais de délivrance des parts sociales**

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse Locale constatant le nombre de parts souscrites.

### **1.7 Garantie de bonne fin**

Compte tenu de la spécificité de l'opération, et particulièrement de la durée de l'émission, il n'y a pas de garantie de bonne fin.

### **1.8 But des émissions**

L'offre au public de parts sociales émises par les Caisses Locales affiliées à la Caisse Régionale s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients. Cette démarche contribue en outre à assurer la pérennité du capital social des Caisses Locales et, par conséquent, des fonds propres de base de la Caisse Régionale.

La mise en œuvre de ce projet aura subsidiairement pour conséquence la collecte de fonds auprès des sociétaires. Ces fonds sont destinés à être placés auprès de la Caisse Régionale.

En contrepartie de ces apports de fonds, chaque Caisse Locale recevra une rémunération versée par la Caisse Régionale. Cette rémunération servira aux Caisses Locales à rémunérer les parts sociales qu'elles auront émises auprès de leurs sociétaires.

### **1.9 Montants levés au cours de l'année 2015**

Les montants bruts levés au cours de l'année 2015 s'élèvent à 4,1 millions d'euros.

### **1.10 Établissement domiciliaire**

La Caisse Régionale est chargée de recueillir les souscriptions.

## **2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LES PARTS SOCIALES ÉMISES**

### **2.1 Forme des parts sociales**

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse Locale constatant le nombre de parts souscrites, tenus dans les conditions réglementaires.

Les parts sociales des Caisses Locales sont des parts de capital social au sens de l'article L. 512-1 du Code monétaire et financier. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de la Caisse Locale.

Les parts sociales ont actuellement une valeur nominale de 15 €, entièrement libérée lors de la souscription conformément aux statuts.

Toutes les parts sociales émises par les établissements mutualistes sont incluses dans les fonds propres de base desdits établissements conformément aux dispositions réglementaires applicables<sup>3</sup>.

### **2.2 Fonds de garantie**

Les parts sociales ne sont éligibles ni au mécanisme de garantie des titres prévu à l'article L.322-1 du Code monétaire et financier, ni au mécanisme de la garantie des déposants prévu à l'article L.312-4 du même code car elles ne constituent pas des fonds remboursables.

### **2.3 Droits politiques et financiers**

La détention de parts sociales donne le droit de participer à l'assemblée générale et d'être élu administrateur de la Caisse Locale selon le principe démocratique coopératif " un homme, une voix ", repris à l'article 4 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

---

<sup>3</sup> Cf. notamment l'article 27 du règlement (UE) n°575/2013 du 26 juin 2013.

Les parts sociales donnent vocation, en cas d'excédent d'exploitation, à un intérêt annuel, fixé par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle réunie en vue de l'approbation des comptes du dernier exercice social. Il n'existe toutefois aucune garantie formelle de rémunération attachée aux parts sociales, puisque le versement de l'intérêt annuel est subordonné à l'existence d'un résultat positif et à une décision de distribution de l'assemblée générale des sociétaires de la Caisse locale émettrice.

L'intérêt annuel aux parts sociales, dont le taux est fixé chaque année par l'assemblée générale de la Caisse Locale, dans la limite d'un plafond, au plus, égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées "TMO", fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (plafonnement des gains). Depuis le 8 février 2016, la période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, et doit être approuvé par la Caisse Régionale à laquelle la Caisse Locale est affiliée.

L'intérêt ne commence à courir qu'à compter du premier jour du trimestre suivant celui au cours duquel la souscription a été effectuée, et cesse de courir le dernier jour du trimestre précédent celui du remboursement des parts. Il sera servi après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire. Sur décision du Conseil d'Administration de la Caisse Locale, pourra être proposée en assemblée générale une rémunération des parts sociales, soit sous forme de paiement en parts sociales, soit en numéraire, au choix du sociétaire.

Les intérêts seront prescrits au profit de la Caisse locale émettrice dans un délai de cinq ans à compter de leur date d'exigibilité.

Pour information, le taux de la rémunération versée aux parts sociales (hors frais et fiscalité) par les Caisses Locales affiliées à la Caisse Régionale au cours des 3 derniers exercices ont été le suivant :

- Exercice clos le 31/12/2013 : 2,26 %
- Exercice clos le 31/12/2014 : 1,69 %
- Exercice clos le 31/12/2015 : 1,50 %

Par application des principes coopératifs :

- Le sociétaire qui se retire de la Caisse Locale a droit au remboursement de ses parts, qui ne saurait excéder la valeur nominale, augmentée des intérêts échus ;
- Toutefois, cette faculté de remboursement est subordonnée au respect de la règle prévue à l'article 13 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947, portant statut de la coopération restreignant les possibilités de réduction de capital par reprise des apports des sociétaires sortants ;
- Les parts sociales de Caisse Locale ne donnent pas de droit sur l'actif net. En cas de dissolution, avec ou sans liquidation de la Caisse Locale, le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des parts est dévolu par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui devra être approuvée par Crédit Agricole S.A., à une œuvre d'intérêt agricole.

## **2.4 Négociabilité - Liquidité : remboursement et cessibilité des parts sociales**

### *2.4.1 Remboursement*

En raison de la variabilité du capital, les parts sociales peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement de la part de leur titulaire. Les conditions dans lesquelles le remboursement des parts sociales est effectué sont définies ainsi :

- Le remboursement, en cas de démission ou de décès, sera opéré sur proposition du Conseil d'Administration et devra être approuvé par l'Assemblée Générale suivante ;

- Le versement effectif de la somme due ne pourra être différé au-delà du délai de cinq ans à compter de la sortie du sociétaire ;
- En cas de décès d'un sociétaire, les héritiers désignent l'un d'entre eux pour les représenter, qui devra être agréé en cette qualité par le Conseil d'Administration.

Le capital social de la Caisse Locale ne peut être réduit par le remboursement des apports des sociétaires sortants en-dessous des trois quarts du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la Caisse Locale, sauf autorisation préalable de la Caisse Régionale à laquelle elle est affiliée (article 13 de la loi du 10 septembre 1947).

#### *2.4.2 Cessibilité*

Les parts sociales sont cessibles avec l'agrément du Conseil d'Administration. Le cessionnaire doit être l'une des personnes physiques ou morales susceptibles d'adhérer à une Caisse Locale, telles que décrites au point 1.2. du chapitre précédent.

La Caisse Locale, pour toutes les obligations de ses sociétaires vis-à-vis d'elle, a un privilège sur les parts du capital social qu'ils possèdent.

### **2.5 Facteurs de risques**

#### *2.5.1. Risque en capital*

Les parts sociales, titres de capital et instrument de fonds propres de base, ont vocation à supporter les pertes encourues par les Caisses Locales émettrices. En conséquence, le remboursement des parts sociales du sociétaire sortant sera, le cas échéant, réduit à due concurrence de la contribution du sociétaire aux pertes inscrites au bilan.

#### *2.5.2. Risque de liquidité*

Les parts sociales ne font pas l'objet d'une admission sur un marché réglementé.

Tout remboursement de part sociale étant soumis à autorisation du Conseil d'administration de la Caisse Locale, et leur cession étant soumise à l'agrément préalable du cessionnaire par le Conseil d'administration, aucune assurance ne peut être donnée quant à leur liquidité.

#### *2.5.3. Remboursement*

Le remboursement s'effectue sur la base de la valeur nominale, augmenté des intérêts échus. Il est subordonné à l'autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale émettrice et ne pourra être différé au-delà du délai de cinq ans à compter de la sortie du sociétaire, date à laquelle la responsabilité du sociétaire ne peut être engagée (article L.512-26 du Code monétaire et financier).

Conformément à l'article 77 du règlement européen N° 575/2013 du 26 juin 2013 et à l'article 32 du règlement délégué de la Commission européenne N° 241/2014 du 7 janvier 2014, relatifs aux fonds propres des établissements de crédit, la Banque Centrale Européenne peut autoriser à l'avance des opérations de remboursement d'instruments de fonds propres de catégorie 1 émis par des sociétés coopératives, pour un montant prédéterminé pouvant atteindre 2 % des fonds propres de base de catégorie 1 (déduction faite du montant de la souscription de nouveaux instruments de fonds propres de catégorie 1) pendant une période maximale d'un an.

Enfin, le remboursement des parts sociales est subordonné au respect des normes relatives au capital minimum des établissements de crédit et à sa représentation ainsi que de la règle prévue à l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947, portant statut de la coopération, restreignant les possibilités de réduction de capital par reprise des apports des sociétaires sortants.

#### *2.5.4. Rémunération*

Les parts sociales ne confèrent pas à leur titulaire un droit sur l'actif net. La rémunération s'effectue en fonction des résultats de la Caisse Locale, et sous réserve d'une décision de distribution de l'Assemblée Générale, les parts sociales sont rémunérées par un intérêt dont le taux est fixé chaque année par l'Assemblée Générale de la Caisse Locale, dans la limite d'un plafond, au plus, égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées "TMO", fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (plafonnement des gains). Depuis le 8 février 2016, la période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale. Il n'y a donc pas de garantie formelle de rémunération.

#### *2.5.5. Rang de subordination*

En cas de liquidation d'une Caisse Locale, les liquidateurs seront chargés de réaliser l'actif, d'effectuer le paiement des dettes sociales, et, en dernier lieu, de rembourser éventuellement le capital social.

Dans ce cas, l'assemblée générale extraordinaire de la Caisse Locale décidera de l'affectation de l'actif net subsistant (après extinction du passif et remboursement du capital effectivement versé) à une œuvre d'intérêt agricole (en pratique, une autre Caisse Locale).

### **2.6 Frais**

La souscription ou le remboursement des parts sociales ne donne pas lieu à perception de frais par la Caisse Locale. En revanche, toute cession de parts sociales donne lieu à la perception d'un droit d'enregistrement au taux actuel de 3 % plafonné à 5 000 €.

### **2.7 Régime fiscal des parts sociales pour les personnes physiques (résidents français)**

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal applicable est celui résumé dans le point 2.6.1. L'attention des sociétaires est cependant attirée sur le fait que ce régime fiscal est susceptible d'être modifié par le législateur. La situation particulière de chacun doit être étudiée avec son conseiller fiscal habituel.

#### *2.7.1 Intérêts versés aux parts*

Malgré leur dénomination légale d'intérêts, les revenus des parts sociales sont assimilables à des dividendes d'actions françaises et suivent donc le même régime fiscal.

Les intérêts versés aux parts sociales doivent être pris en compte pour la détermination du revenu global du contribuable et sont imposables dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers au titre de l'année de leur perception.

Ces intérêts sont soumis en l'état actuel du barème fiscal en vigueur au jour du présent prospectus :

- à l'impôt sur le revenu au barème progressif après application d'un abattement général, non plafonné, de 40 %,

Lors de leur versement, ces intérêts sont soumis à un prélèvement à titre d'acompte égal à 21% de leur montant brut (avant application de l'abattement de 40%). Ce prélèvement est ensuite imputé sur l'impôt sur le revenu calculé au barème progressif. Le sociétaire peut demander sous sa responsabilité, en déposant une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur avant le 30 novembre de l'année précédant l'année de perception des revenus, à être dispensé de ce prélèvement s'il appartient à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence mentionné sur le dernier avis d'imposition reçu est inférieur à 50.000 € (personne seule) ou 75.000 € (couple),

- à la contribution sociale généralisée (CSG) au taux de 8,20 %, dont 5,1 % sont déductibles du revenu imposable à l'impôt sur le revenu au titre de l'année de paiement de la CSG,
- au prélèvement social de 4,5 % et à sa contribution additionnelle de 0,3%, non déductible du revenu imposable,
- au prélèvement de solidarité de 2%, non déductible du revenu imposable,
- à la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) au taux de 0,5 %, non déductible du revenu imposable.

## **2.8 Régime fiscal des parts sociales pour les personnes physiques (résidents étrangers)**

Sous réserve de l'application des conventions internationales qui peuvent prévoir un taux réduit, les intérêts aux parts sociales distribués à des personnes physiques non-résidentes en France sont soumis à une retenue à la source dont le taux est fixé à 30 % ou à 21 % lorsqu'ils sont perçus par des personnes physiques domiciliées dans un État de la Communauté européenne, en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein. En outre, le taux de la retenue à la source est porté à 75 % pour les intérêts payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif.

Cette retenue à la source est liquidée sur le montant brut des revenus mis en paiement (pas d'abattement de 40 %) et elle est libératoire de l'impôt sur le revenu.

## **2.9 Tribunaux compétents en cas de litige**

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Caisse Locale ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre une Caisse Locale et ses sociétaires, soit entre les sociétaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction du tribunal du lieu du Siège social de la Caisse Régionale à laquelle est affiliée la Caisse Locale émettrice.

## **3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX RELATIFS AU STATUT DES CAISSES LOCALES ÉMETTRICES**

### **3.1. Forme Juridique**

Les Caisses Locales sont des sociétés coopératives à capital et personnel variables, régies par un ensemble de dispositions statutaires, elles-mêmes conformes aux dispositions contenues, notamment, dans :

- les articles L 512-20 et suivants du Code Monétaire et Financier relatifs au Crédit Agricole,
- La loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Ces textes fixent notamment les principes d'organisation et de fonctionnement des Caisses Locales, et leur imposent de reprendre dans leurs statuts respectifs certaines dispositions impératives, telles que celles concernant la composition du capital, les conditions de sortie des sociétaires ou le fonctionnement du comité des prêts. Aussi les statuts de toutes les Caisses Locales sont-ils établis sur la base d'un modèle unique reprenant ces dispositions (dénommé dans le présent prospectus " le statut des Caisses Locales ").

Par ailleurs, les Caisses Locales sont soumises aux dispositions particulières relatives aux sociétés à capital variable contenues dans les articles L.231-1 et suivants du Code de Commerce, ainsi qu'à la réglementation bancaire contenue dans les articles L.511-1 et suivants du Code Monétaire et Financier.



La Caisse Régionale a été agréée le 21 mai 2001 sous la dénomination de "Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine", collectivement avec l'ensemble des Caisses Locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste et coopérative et de prestataire de service d'investissement par le Comité des Établissements de Crédit et des Entreprises d'investissement, en application des articles L. 511-9, L. 511-10 et L. 532-1 du Code Monétaire et Financier.

### **3.2 Objet social**

Les opérations de la société sont toutes celles que les Caisses Locales sont autorisées à faire par les dispositions des articles L 512-20 et suivants du Code Monétaire et Financier, et celles qu'elles peuvent ou pourront accomplir en vertu des textes subséquents en la matière.

Le tout sous réserve des conditions imposées par la réglementation des établissements de crédit.

### **3.3. Exercice social**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

### **3.4 Durée**

La durée des Caisses Locales est illimitée.

### **3.5 Organisation et fonctionnement des Caisses Locales**

#### *3.5.1 Entrée dans le sociétariat*

Pour devenir sociétaire d'une Caisse Locale, il convient :

- d'être agréé par son Conseil d'Administration,
- de souscrire une ou plusieurs parts sociales représentatives de son capital social.

Les Caisses Locales étant des sociétés de personnes, la procédure d'agrément du sociétaire par le Conseil d'Administration est obligatoire, même si la Caisse Locale a ouvert son sociétariat à l'ensemble des clients de la Caisse Régionale.

Le Conseil d'Administration statue régulièrement sur les nouveaux sociétaires, les décisions devant être consignées au procès-verbal de la réunion. Par ailleurs, la décision de refus d'un candidat "sociétaire" n'a pas à être motivée, puisqu'il s'agit de permettre l'entrée d'une personne physique ou morale dans le capital d'une société de personnes.

#### *3.5.2 Droits des sociétaires*

Détenteurs des parts sociales composant le capital des Caisses Locales, les sociétaires sont seuls admis à participer à la vie sociale de ces dernières : réunis annuellement en Assemblée Générale, ils approuvent leurs comptes, la répartition de leurs excédents d'exploitation, et élisent leurs administrateurs. C'est donc par sa participation aux Assemblées Générales et par le mandat qu'il donne au Conseil d'Administration que le sociétaire participe à la gestion de sa Caisse Locale.

#### *3.5.3 Responsabilité des sociétaires*

Elle est régie par l'article L.512-26 du Code Monétaire et Financier.

S'agissant tout d'abord des conditions de sortie des sociétaires, l'article L.512-26, repris dans les statuts des Caisses Locales, prévoit qu'ils ne peuvent être libérés de leurs engagements envers la Caisse Locale qu'après la liquidation des opérations en cours au moment où ils se retirent, et que, dans tous les cas, leur responsabilité cesse cinq ans après leur sortie du sociétariat. Ce texte permet

de différer de cinq ans le remboursement des parts sociales au sociétaire sortant.

Pour ce qui concerne l'étendue de la responsabilité des sociétaires, l'article L.512-31 renvoie aux statuts des Caisses Locales le soin d'en fixer les limites. Les statuts des Caisses Locales prévoient à cet égard que tous les sociétaires sont engagés jusqu'à concurrence du montant des parts souscrites par eux. Ainsi, un sociétaire ne pourrait en aucun cas se voir réclamer le versement de sommes complémentaires en raison d'un passif de sa Caisse Locale.

#### *3.5.4 Sortie du sociétariat*

Elle a pour motif la démission ou l'exclusion d'un sociétaire, mais s'accompagne toujours d'un remboursement des parts souscrites, sauf à titre de sanction en cas d'exclusion.

#### *Remboursement des sociétaires*

Dans cette hypothèse, les statuts type des Caisses Locales prévoient que le remboursement des parts sociales, en cas de démission, d'exclusion ou de décès du sociétaire, est opéré sur proposition du Conseil d'Administration et doit être approuvé par l'Assemblée Générale suivante.

En conséquence, le Conseil d'administration ainsi que l'Assemblée Générale ont la faculté de refuser, de manière inconditionnelle, le remboursement des parts sociales.

Le remboursement des parts au sociétaire sortant ne peut excéder la valeur nominale des parts sociales, augmentée des intérêts échus. Il peut également être réduit à due concurrence de la contribution de l'associé aux pertes inscrites au bilan. Dans ce cas, le montant à verser au sociétaire sortant est égal au capital net du report à nouveau déficitaire (après imputation sur les réserves), divisé par le nombre de parts sociales émises, et multiplié par le nombre de parts détenues.

La somme effectivement remboursable au sociétaire démissionnaire peut être affectée à l'apurement de ses engagements, en application de l'article L. 512-27 du Code Monétaire et Financier qui institue un privilège au profit des Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

Le remboursement peut aussi être éventuellement différé jusqu'à l'expiration du délai fixé pour la mise en jeu de la responsabilité du sociétaire, soit cinq ans à compter de la perte de la qualité de sociétaire. Dans cette hypothèse, dès l'approbation du remboursement par l'Assemblée Générale, le montant des parts est alors versé sur un compte bloqué au nom de l'ancien sociétaire, les fonds n'étant mis à la disposition de ce dernier qu'à l'expiration du délai de blocage (soit cinq ans maximum).

#### *Exclusion des sociétaires*

Les statuts des Caisses Locales prévoient plusieurs types d'exclusion :

- l'exclusion en cas d'ouverture d'une procédure collective d'apurement du passif ou en cas de procédure contentieuse ;
- L'exclusion en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement ou si le sociétaire cherche à nuire à la Caisse Locale ou à la Caisse Régionale à laquelle elle est affiliée, par des actes ou propos de nature à troubler leur fonctionnement.
- De même tout sociétaire qui ne remplit plus les conditions nécessaires pour son admission et notamment celui qui n'aura pas eu recours aux services de la Caisse Régionale ou de la Caisse Locale pendant plus de 10 ans, pourra être exclu.

L'exclusion sera prononcée par le Conseil d'administration.

### **3.6 Description générale des relations entre la Caisse Régionale et les Caisses Locales qui lui sont affiliées**

#### *3.6.1 Les relations de capital*

Tout comme la Caisse Régionale, les Caisses Locales sont des sociétés coopératives, dont le capital est composé de parts sociales souscrites par des sociétaires. Les Caisses Locales détiennent à leur tour au moyen de la détention de parts sociales, une quote-part du capital de la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées.

Outre les Caisses Locales, le sociétariat de la Caisse Régionale est aussi composé d'un certain nombre de sociétaires personnes physiques, principalement les administrateurs de la Caisse Régionale. Les statuts permettent toutefois d'assurer la majorité des voix aux Caisses Locales dans les assemblées générales de la Caisse Régionale.

#### *3.6.2 La répartition des responsabilités en matière d'activité bancaire*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi bancaire en 1984 incorporée aujourd'hui dans le Code monétaire et financier, la responsabilité financière des Caisses Régionales s'est accrue au plan juridique (responsabilité du banquier vis-à-vis de la clientèle) comme au plan financier.

En effet, si chaque Caisse Régionale est agréée en qualité de banque mutualiste et coopérative avec l'ensemble des Caisses Locales, seule la Caisse Régionale est responsable des contraintes financières liées à la qualité d'établissement de crédit. Ceci explique que le Directeur Général de la Caisse régionale ainsi qu'un ou plusieurs Directeurs généraux adjoints soient agréés par la Banque Centrale Européenne en qualité de dirigeants effectifs.

En conséquence, si le premier rôle des Caisses Locales était à l'origine d'examiner, par l'intermédiaire de leur comité d'escompte, les demandes de crédit formulées par leurs sociétaires, celles-ci ont été par la suite le plus souvent amenées à ne donner qu'un avis sur ces demandes de prêts, et à ne prendre une décision qu'en exécution des délégations données par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale : les crédits sont en effet mis en place par la Caisse Régionale, sur ses ressources et sous sa responsabilité. Une Caisse Locale ne peut ainsi accorder des prêts dont les conditions en termes de montant, de taux ou de risque, grèveraient les capacités de la Caisse Régionale, et donc de l'ensemble des Caisses Locales qui lui sont affiliées, au seul motif que l'emprunt est domicilié dans sa circonscription. Il appartient en conséquence à la Caisse Régionale d'assumer la responsabilité, et donc le pouvoir de définir les conditions d'octroi des prêts. En qualité d'établissement prêteur, c'est elle qui supporte les risques juridiques et financiers liés au crédit.

Il convient enfin de rappeler que si, en théorie, les Caisses Locales peuvent recevoir des dépôts de fonds, elles sont légalement tenues de les déposer intégralement à la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées. Aussi l'ensemble de l'activité bancaire à proprement parler est localisé dans la Caisse Régionale.

#### *3.6.3 Les relations financières*

Les Caisses Locales sont soumises à l'obligation statutaire de déposer leurs fonds propres au niveau de la Caisse Régionale :

- soit au moyen de la souscription de titres de capital émis par la Caisse Régionale (parts sociales CCI, CCA),
- soit par la souscription de BMTN subordonnés émis par la Caisse régionale,
- soit par l'alimentation d'un compte courant bloqué ouvert à la Caisse Régionale,

- soit par le versement de ces sommes sur un compte courant ouvert au nom de la Caisse Locale dans les livres de la Caisse Régionale.

#### *3.6.4 Les relations de solidarité*

##### *Entre les Caisses Locales*

Aucune disposition légale, réglementaire ou contractuelle, n'organise un mécanisme de solidarité entre elles. Les Caisses Locales sont, en effet, des sociétés juridiquement autonomes les unes des autres. La responsabilité de leur passif repose donc exclusivement sur les sociétaires, dont les engagements sont statutairement limités au montant de leurs apports en capital social.

##### *De la Caisse Régionale vis-à-vis des Caisses Locales qui lui sont affiliées*

Aucune disposition légale ou statutaire ne prévoit une garantie de solidarité de la Caisse Régionale vis-à-vis des Caisses Locales qui lui sont affiliées. La Caisse Régionale veille au bon fonctionnement des Caisses Locales par le biais de l'émission d'instructions et de l'exercice de ses pouvoirs de tutelle énumérés ci-dessous à propos des relations de contrôle, sans que ceci puisse aboutir à une prise de responsabilité dans leur gestion.

Toutefois, il convient de rappeler que les sociétaires des Caisses Locales constituent en même temps les propres clients de la Caisse Régionale. De ce fait, cette dernière consacre une vigilance toute particulière au maintien de la pérennité des Caisses Locales qui lui sont affiliées, ce qui, le cas échéant, pourrait la conduire à leur apporter son soutien, notamment sur le plan financier, en leur versant si nécessaire des subventions de fonctionnement.

Par ailleurs, sur le plan prudentiel, la Caisse régionale et les Caisses locales qui lui sont affiliées sont considérées comme un ensemble unique supervisé sur base consolidée, en application de l'article 10 du règlement (UE) n°575/2013 du 26 juin 2013. En vertu de cette disposition, les Caisses locales sont exemptées de l'application des exigences prévues par ce règlement relatives aux fonds propres, grands risques, levier et liquidité, dans la mesure où elles sont affiliées de façon permanente à la Caisse régionale et que les 3 conditions suivantes sont remplies :

1. les engagements de la Caisse régionale et des Caisses locales sont solidaires,
2. la solvabilité et la liquidité de la Caisse régionale et des Caisses locales sont suivies dans leur ensemble sur la base des comptes consolidés établis au niveau de la Caisse régionale,
3. la direction de la Caisse régionale est habilitée à donner des instructions aux Caisses locales.

En application de ce dispositif, les Caisses locales sont exemptées de supervision sur base individuelle.

##### *De Crédit Agricole S.A. vis-à-vis de la Caisse Régionale et des Caisses Locales qui lui sont affiliées*

En application des dispositions de l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A. est garant de la liquidité et de la solvabilité de chacun des établissements de crédit qui lui sont affiliés (parmi lesquels figurent la Caisse Régionale et les Caisses Locales qui lui sont affiliées) comme de l'ensemble du réseau. Toutefois cette garantie de liquidité et de solvabilité ne constitue pas une garantie émise par Crédit Agricole S.A. au bénéfice des porteurs de parts sociales.

#### *3.6.5 Les relations de contrôle*

Les Caisses locales sont agréées collectivement avec la Caisse régionale en qualité d'établissement de crédit. Elles constituent des établissements de crédit affiliés de manière permanente à un organisme central au sens de l'article 10 CRR. En conséquence, elles font l'objet d'une surveillance prudentielle sur base consolidée au niveau de la Caisse régionale.

Le statut des Caisses Locales contient, quant à lui, un certain nombre de dispositions permettant à la Caisse Régionale l'exercice d'un contrôle effectif sur les Caisses Locales. Ces dispositions prévoient :

- l'obligation faite aux Caisses Locales de se prêter à tous contrôles et vérifications opérés par le Commissaire aux Comptes de la Caisse Régionale,
- l'obligation pour les Caisses Locales de déposer les fonds disponibles à la Caisse Régionale,
- l'agrément par la Caisse Régionale du Président, du ou des Vice-Présidents de la Caisse Locale,
- la transmission à la Caisse Régionale, pour approbation, du bilan, du compte de résultat, et du projet de répartition des excédents annuels, un mois au moins avant la tenue de l'assemblée générale.

L'ensemble de ces prérogatives permet à la Caisse Régionale :

- d'exercer un contrôle effectif sur la gestion des Caisses Locales qui lui sont affiliées,
- d'assurer la continuité du fonctionnement des Caisses Locales en cas de vacance de leur Conseil d'Administration,
- de préserver la cohérence des décisions financières prises par chacune d'elles.

### **3.7 Renseignements juridiques relatifs à chaque entité locale émettrice**

Se reporter à la fiche relative aux Caisses Locales, publiée sur le site Internet de la Caisse Régionale : [www.ca-aquitaine.fr](http://www.ca-aquitaine.fr) et déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les Caisses locales participant à l'émission sont répertoriées dans le tableau ci-après :

**LISTE DES CAISSES LOCALES AU 31/12/2015**

<b>CAISSE LOCALE</b>	<b>SIÈGE SOCIAL</b>		
<b>AGEN ERMITAGE</b>	108, boulevard Carnot	47000	AGEN
<b>AIGUILLON</b>	Passage J. Monnet	47190	AIGUILLON
<b>AIRE-EUGÉNIE</b>	39, rue Gambetta	40800	AIRE SUR L'ADOUR
<b>AMOU</b>	Avenue de l'Océan	40330	AMOU
<b>ANDERNOS</b>	19, Avenue de Bordeaux	33510	ANDERNOS
<b>ASTAFFORT</b>	Place de la Nation	47220	ASTAFFORT
<b>BAS ARMAGNAC</b>	Avenue des Pyrénées	40190	VILLENEUVE DE MARSAN
<b>BAZAS</b>	10, cours du Général de Gaulle	33430	BAZAS
<b>BLAYE</b>	12, Avenue Paul Tardy	33390	BLAYE
<b>BORDEAUX VERDUN</b>	11, cours de Verdun	33000	BORDEAUX
<b>BORDEAUX WILSON</b>	304, Bld du Président Wilson	33076	BORDEAUX Cedex
<b>BOUGLON</b>	Le Clavier	47240	BOUGLON
<b>BOURG SUR GIRONDE</b>	Allées François Dalleau	33710	BOURG SUR GIRONDE
<b>BRUILHOIS EN AGENAIS</b>	18 avenue de la Marne	47520	LE PASSAGE
<b>CADILLAC</b>	78, route de Branne	33410	CADILLAC
<b>CANCON</b>	Route de Paris	47290	CANCON
<b>CARBON-BLANC CENON</b>	Rue Edouard Herriot	33440	AMBARES
<b>CASTELJALOUX</b>	Place de l' Eglise	47700	CASTELJALOUX
<b>CASTETS</b>	Route nationale	40260	CASTETS
<b>CASTILLON LA BATAILLE</b>	46, rue Victor Hugo	33350	CASTILLON LA BATAILLE
<b>CASTILLONNES</b>	Place Jasmin	47330	CASTILLONNES
<b>CAVIGNAC</b>	67, avenue de Paris	33620	CAVIGNAC
<b>CAZAUBON</b>	Rue des Fossés	40310	GABARRET
<b>COTEAUX DE BEAUVILLE ET LAROQUE</b>	Place du Foirail	47340	LAROQUE
<b>COUSTRAS</b>	33, rue Victor Hugo	33230	COUSTRAS
<b>CRÉON</b>	4, Route de Libourne	33670	CREON
<b>DAMAZAN</b>	Boulevard du Midi	47160	DAMAZAN
<b>DAX</b>	Boulevard Yves du Manoir	40100	DAX
<b>DU BRANNAIS</b>	15, rue Fort Bayard	33420	BRANNE
<b>DURAS</b>	2 rue des Droits de l'Homme	47120	DURAS
<b>FRANCESCAS</b>	7 Rue Porte du Puits	47600	FRANCESCAS
<b>FUMEL</b>	4 Place du Postel	47500	FUMEL

CAISSE LOCALE	SIÈGE SOCIAL		
GABARRET	Rue des Fossés	40310	GABARRET
GERS ADOUR	Place de la Mairie	32400	RISCLE
GERS ARMAGNAC	86 route nationale	32110	NOGARO
GORNAC	Lamothe - route de Sauveterre	33540	GORNAC
GRANDS LACS	17, Avenue du 11 Novembre	40160	PARENTIS EN BORN
GRANADE SUR L'ADOUR	Place des Tilleuls	40270	GRANADE SUR L'ADOUR
GUITRES	22, Grand'rue	33230	GUITRES
HABAS	Boulevard des Pyrénées	40290	HABAS
HAGETMAU	3, Place de la République	40700	HAGETMAU
LA RÉOLE	Rue du Rempart	33190	LA REOLE
LABOUHEYRE	79, rue François Albor	40210	LABOUHEYRE
LANGON	78 Cours du Général Leclerc	33210	LANGON
LAVARDAC	8 Allées des Alliés	47230	LAVARDAC
LE CLUB ETUDIANT	25, Place de la Victoire	33000	BORDEAUX
LESPARRE	65, Cours du Général du Gaulle	33340	LESPARRE
LIBOURNE FRONSAC	1, Av du Maréchal Foch	33500	LIBOURNE
LISTRAC	15, Place A. Briand	33480	CASTELNAU
LOT-ET-TOLZAC	Rue du 11 Novembre	47260	CASTELMORON
LUGON-GALGON	Place de l'Eglise	33133	GALGON
LUSSAC	5, rue Gambetta	33570	LUSSAC
MACAU	26, rue de la Trémoille	33460	MARGAUX
MARMANDE	55 Bd Dr Fourcade-BP 216	47205	MARMANDE Cédex
MAS D'AGENAIS	Rue du Bois	47430	LE MAS D' AGENAIS
MEILHAN	Place de l' hotel de ville	47180	MEILHAN
MÉRIGNAC	56, Avenue de l'Yser	33700	MERIGNAC
MÉZIN	Avenue Georges Cassagnabère	47170	MEZIN
MIMIZAN	17, avenue de Bordeaux	40200	MIMIZAN
MONFLANQUIN	Clos des Pères	47150	MONFLANQUIN
MONSÉGUR	11, rue Robert Descornes	33580	MONSEGUR
MONT-DE-MARSAN	57, Boulevard Lacaze	40000	MONT DE MARSAN
MONTFORT-EN-CHALOSSE	Avenue Jean Jaurès	40380	MONTFORT EN CHALOSSE
MORCENX	28, avenue Foch	40110	MORCENX
MUGRON	2, rue Frédéric Bastiat	40250	MUGRON
NÉRAC	69 Allées d' Albret	47600	NERAC
PANJAS	86, route nationale	32110	NOGARO
PAUILLAC SAINT-LAURENT	26, rue Ferdinand Buisson	33250	PAUILLAC
PAYS DE LAUZUN	28 Place Martignac	47800	MIRAMONT
PELLEGRUE	6, route de Sauveterre	33790	PELLEGRUE
PENNE D'AGENAIS	17 Rue de la République	47140	ST SYLVESTRE S/LOT
PESSAC	23-25 Avenue Pasteur	33600	PESSAC
PEYREHORADE	330, Place Aristide Briand	40300	PEYREHORADE
PORT SAINTE-MARIE	1 Av. du 11 Novembre 1918	47130	PORT STE MARIE

CAISSE LOCALE	SIÈGE SOCIAL		
PRAYSSAS	Route de Villeneuve	47360	PRAYSSAS
PUJOLS	5, Rue du Stade	33350	PUJOLS SUR DORDOGNE
PUYMIROL	Avenue du Dr Nogues	47240	BON ENCONTRE
RAUZAN	1, Grand'ruie	33420	RAUZAN
ROQUEFORT	Place du Pijorin	40120	ROQUEFORT
SAINT-ANDRÉ DE CUBZAC	Les Daganettes - Route de Libourne	33240	SAINT ANDRE DE CUBZAC
SAINT-CIERS	2, avenue de la Gare	33820	SAINT CIERS SUR GIRONDE
SAINTE-FOY LA GRANDE	21, Avenue de Verdun	33220	SAINTE FOY LA GRANDE
SAINTE-LIVRADE	1 Rue Nationale	47110	STE LIVRADE S/LOT
SAINT-ÉMILION	6, rue Madame Bouquey	33330	SAINT EMILION
SAINT-GERMAIN DU PUCH	7 route de Libourne	33750	SAINT GERMAIN DU PUCH
SAINT-MARTIN DE SEIGNANX	Route de Bayonne - RN 117	40390	ST MARTIN DE SEIGNANX
SAINT-SAVIN	1, rue Alphonse Micheau	33920	SAINT-SAVIN
SAINT-SEURIN	1, Espace Charles de Gaulle	33660	SAINT SEURIN SUR L'ISLE
SAINT-SEVER	Place du Tour du Sol	40500	SAINT-SEVER
SAINT-VINCENT DE TYROSSE	33, avenue de la Côte d'Argent	40231	ST VINCENT DE TYROSSE
SAINT-VIVIEN	2, cours Georges Mandel	33590	SAINT VIVIEN DU MEDOC
SAUVETERRE	1, rue des Trois Bourdons	33540	SAUVETERRE DE GUYENNE
SEYCHES	Route de Marmande	47350	SEYCHES
SOUSTONS	Allée de la Cantère	40140	SOUSTONS
SUD BASSIN ET VAL DE LEYRE	63, cours de la République	33470	GUJAN-MESTRAS
TARGON	Au bourg	33760	TARGON
TARTAS	129, Place Gambetta	40400	TARTAS
TONNEINS	3 Place J. Jaurès	47400	TONNEINS
TOURNON	Cité Croix Daniel	47370	TOURNON
TURSAN	Place de l'Hôtel de Ville	40320	GEAUNE
VILLENAVE D'ORNON	556, route de Toulouse	33140	VILLENAVE D'ORNON
VILLENEUVE SUR LOT	50 Boulevard Voltaire	47300	VILLENEUVE SUR LOT
VILLERÉAL	Place de la Poste	47210	VILLEREAL

Pour chaque Caisse Locale, les souscriptions réalisées seront constatées par le Conseil d'Administration appelé à agréer les souscripteurs en qualité de sociétaires conformément aux statuts.



**DEUXIÈME PARTIE**

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS  
À LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL  
D'AQUITAINE**

## RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'AQUITAINE

Se reporter au rapport financier annuel figurant sur le site Internet de la Caisse Régionale et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

### 1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

#### **Cabinet ERNST and YOUNG**

**Faubourg de l'Arche - 11, allée de l'Arche - 92037 PARIS LA DEFENSE CEDEX**

**Hangar 16 – entrée n° 1 - Quai de Bacalan - 33000 BORDEAUX**

Commissaire aux Comptes

Membre de la compagnie régionale de **Versailles**

Représenté par **Franck ASTOUX**

Mandat donné par l'Assemblée Générale du 28 mars 2012 pour la période s'écoulant jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

#### **Cabinet AUDIAL EXPERTISE ET CONSEIL**

**21, avenue Ariane - 33702 Mérignac**

Commissaire aux Comptes

Membre de la compagnie régionale de **Bordeaux**

Représenté par **Frédéric QUENNEPOIX**

Mandat donné par l'Assemblée Générale du **28 mars 2012** pour la période s'écoulant jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

### 2. CHIFFRES CLÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE

*Comptes consolidés*

BILAN (en milliers d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014	Évol. 15/14 %
Total bilan	19 795 611	18 786 327	5,37%
Fonds propres	2 928 656	2 779 978	5,35%
Capital souscrit	151 239	147 251	2,71%

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)

	31/12/2015	31/12/2014	Évol. 15/14 %
Produit net bancaire	557 563	562 003	-0,79%
Résultat brut d'exploitation	257 503	272 177	-5,39%
Coefficient d'exploitation	53,80%	51,60%	4,26%

	31/12/2015	31/12/2014	Évol. 15/14 %
Résultat courant avant impôt	229 122	218 248	4,98%
Impôts sur les bénéfices	-76 751	-70 307	9,17%
Résultat net	152 371	147 941	2,99%

### **3. FACTEURS DE RISQUE**

Se référer au rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF et figurant sur le site Internet de la Caisse Régionale : [www.ca-aquitaine.fr](http://www.ca-aquitaine.fr).

### **4. COMPOSITION DES ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE AU 25 MARS 2016**

Fonction	Prénom - Nom	Renouvellement du mandat lors de l'AG de	Statuant sur les comptes de l'exercice clos le
Le Président	Rémi GARUZ	<b>2017</b>	31.12.2016
Les Vice-Présidents	Antoine De LANGALERIE	<b>2018</b>	31.12.2017
	Jean-Paul DESTRAC	<b>2018</b>	31.12.2017
	Antoine LE GRIX DE LA SALLE	<b>2018</b>	31.12.2017
Les Vice-Présidents Délégués	Patrice GENTIE	<b>2019</b>	31.12.2018
	Pascal TAUZIN	<b>2019</b>	31.12.2018
Les Membres du Bureau	Bernard COUDERT	<b>2019</b>	31.12.2018
	Carole ENGLEZIO	<b>2017</b>	31.12.2016
	Gérard GAUTIER	<b>2018</b>	31.12.2017
Les Administrateurs	Danièle BOURDENX	<b>2017</b>	31.12.2016
	Damien CHAUMETTE	<b>2018</b>	31.12.2017
	Jacques CHOLLET	<b>2017</b>	31.12.2016
	Sophie DE CHERADE DE MONTBRON	<b>2019</b>	31.12.2018
	Didier CUVELIER	<b>2017</b>	31.12.2016
	Olivier LABAN	<b>2018</b>	31.12.2017
	Francis MASSE	<b>2018</b>	31.12.2017
	Bernard PEYRE	<b>2019</b>	31.12.2018
	Philippe ROBERT	<b>2019</b>	31.12.2018
	Jean-Marc ROSO	<b>2017</b>	31.12.2016
	Murielle SEGONZAC	<b>2019</b>	31.12.2018
	Marie-Claude VIEL	<b>2017</b>	31.12.2016

#### **Le Directeur Général**

M. Jack BOUIN

### **5. CONFLITS D'INTERET**

A la date du présent prospectus, il n'existe aucun conflit d'intérêt au niveau des membres du Conseil d'administration et de la Direction Générale de la Caisse régionale.

Concernant les informations relatives aux parties liées, se reporter au rapport financier de la Caisse Régionale mis en ligne sur son site Internet : [www.ca-aquitaine.fr](http://www.ca-aquitaine.fr)

### **6. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA CAISSE RÉGIONALE**

Se reporter aux comptes consolidés, aux rapports des Commissaires aux comptes et au rapport financier figurant sur le site Internet de la Caisse Régionale: [www.ca-aquitaine.fr](http://www.ca-aquitaine.fr)

## **7. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Se reporter au rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées figurant dans le rapport financier annuel mis en ligne sur le site Internet de la Caisse Régionale : [www.ca-aquitaine.fr](http://www.ca-aquitaine.fr)

## **8. RELATIONS FINANCIÈRES, DE SOLIDARITÉ ET DE CONTRÔLE AVEC LE GROUPE CREDIT AGRICOLE**

Se reporter au Document de Référence de Crédit Agricole S.A. et à ses actualisations publiés sur le site Internet de l'AMF : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) et sur le site Internet de Crédit Agricole S.A. : [www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr).

## **9. PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGES SIGNIFICATIVES EN COURS**

À la connaissance de la Caisse Régionale d'Aquitaine, il n'existe, à la date du présent prospectus, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale et du groupe Crédit Agricole au cours des 12 derniers mois.

## **10. PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE**

Ces procédures sont décrites dans le rapport financier annuel de la Caisse Régionale publié sur son site Internet : [www.ca-aquitaine.fr](http://www.ca-aquitaine.fr)

## **11. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC**

Les documents suivants peuvent être consultés au siège social de la Caisse Régionale d'Aquitaine :

- une copie des statuts de la Caisse Régionale,
- le rapport financier annuel 2014 de la Caisse Régionale, dans lequel figurent les comptes clos le 31/12/2014, les rapports des Commissaires aux comptes.
- le rapport financier annuel 2015 de la Caisse Régionale, dans lequel figurent les comptes clos le 31/12/2015, tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale du 26/03/2016, mis en ligne sur le site Internet de la Caisse régionale : [www.ca-aquitaine.fr](http://www.ca-aquitaine.fr) et déposé auprès de l'AMF, ainsi que les rapports des Commissaires aux comptes.
- la fiche synthétique regroupant les renseignements d'ordre juridique essentiels relatifs aux Caisses Locales.

## TROISIÈME PARTIE

### RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE ET AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Se reporter au document de référence relatif à Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 16 mars 2016 sous le numéro D.16-0148 et à ses actualisations déposées les 1<sup>er</sup> avril 2016 sous le numéro D.16-0148-A01 et 12 mai 2016 sous le numéro D.16-0148-A02, lesquels sont disponibles sur le site Internet de Crédit Agricole S.A.: [www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr).